

LA DISPARITÉ CONTRE L'ÉGALITÉ

ADOLPHE REED *



WALTER BENN MICHAELS **



Si la pandémie du Covid-19 et le meurtre de George Floyd sont censés avoir rendu visibles des inégalités que personne n'avait vues, les taux de mortalité dus à la fois au virus et aux actions de la police ont fait l'objet d'analyses qui confirment ce que tout le monde a toujours dit : premièrement, en ce qui concerne le diagnostic de ce qui produit ces inégalités et, deuxièmement, en ce qui concerne la recommandation pour les éliminer. Le problème (considéré comme tellement enraciné dans la vie américaine qu'on l'appelle parfois le « péché originel » de l'Amérique) est le racisme ; la solution est l'antiracisme. Et la confiance dans le diagnostic et le remède est si élevée qu'elle a produit des actions partout, allant des protestations dans les rues de *Black Lives Matter* au vote du Parlement du Mississippi pour changer de drapeau, aux conseils d'administration des entreprises promettant de donner littéralement des milliards de dollars, le tout dans le but admirable de mettre fin à la suprématie blanche.

Tout cela se déroule, bien sûr, dans le contexte d'une économie qui pour les Blancs comme pour les Noirs est devenue de plus en plus

* UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE.

** UNIVERSITÉ DE L'ILLINOIS, CHICAGO.

inégalitaire au cours des cinquante dernières années. L'indice de Gini (une mesure de l'inégalité dans laquelle 0 signifie que nous avons tous la même chose tandis que 1 signifie qu'une personne a tout) est passé de .397 en 1967 à .485 aujourd'hui (à titre indicatif, le pire score actuel en Europe est, en gros, ce que le nôtre était il y a un demi-siècle.) Et la plupart des gens – du moins à gauche – qui s'inquiètent de la disparité raciale pensent sans aucun doute que l'inégalité entre les classes sociales est aussi un problème. En effet, ils peuvent croire que s'attaquer au racisme est aussi un pas en direction de la réduction de l'écart entre le décile supérieur de la richesse américaine et tous les autres.

Mais ils se trompent. En fait, non seulement l'accent mis sur les efforts visant à éliminer les disparités raciales ne nous mènera pas vers une société plus égalitaire, mais ce n'est même pas le meilleur moyen d'éliminer ces disparités raciales. Si l'objectif est d'éliminer la pauvreté des Noirs plutôt que de simplement faire profiter les classes favorisées, nous pensons que le diagnostic de racisme est erroné et que le remède de l'antiracisme ne fonctionnera pas. Le racisme est réel et l'antiracisme est à la fois admirable et nécessaire, mais le racisme existant n'est pas ce qui produit principalement notre inégalité et l'antiracisme ne l'éliminera pas. Et parce que le racisme n'est pas la principale source des inégalités aujourd'hui, l'antiracisme fonctionne davantage comme une mauvaise approche qui justifie l'inégalité que comme une stratégie pour l'éliminer.

Qu'est-ce qui fait que le racisme semble être le problème ? Les disparités raciales très réelles qui sont visibles dans la vie américaine. Et qu'est-ce qui fait que l'antiracisme semble être la solution ? Deux croyances plausibles, mais fausses : que les disparités raciales peuvent en fait être éliminées par l'antiracisme et que, si elles le pouvaient, leur élimination ferait des États-Unis une société plus égalitaire. Le différentiel de richesse entre les groupes « raciaux », parce qu'il est si frappant et souvent invoqué, est une très bonne illustration, pour ne pas dire parfaite, de la façon dont, à notre avis, le problème et la solution sont mal conceptualisés.

L'écart de richesse

Il est bien connu à présent que les Blancs ont plus de richesse nette que les Noirs à tous les niveaux de revenu, et que, de façon générale, la différence raciale en matière de richesse est énorme.

Pourquoi l'antiracisme ne peut-il pas résoudre ce problème ? Parce que, comme l'a montré Robert Manduca, le fait que les Noirs étaient surreprésentés parmi les pauvres au début d'une période où « les travailleurs à faible revenu de toutes races »¹ ont été touchés par les changements de la vie économique américaine signifie qu'ils ont « souffert de l'essentiel » de ces changements². L'absence de progrès pour surmonter l'écart de richesse entre les Blancs et les Noirs est en rapport avec l'augmentation de l'écart de richesse entre les riches et les pauvres.

En fait, si on regarde comment la richesse des Blancs et des Noirs est répartie aux États-Unis, on voit tout de suite que l'idée même de richesse raciale est vide de sens. Les 10 % de Blancs les plus riches détiennent 75 % de la richesse des Blancs ; les 20 % les plus riches en détiennent pratiquement la totalité. Et il en est de même pour la richesse des Noirs. Les 10 % les plus riches des ménages noirs détiennent 75 % de la richesse des Noirs.

Cela signifie que, comme l'a récemment noté Matt Bruenig du *People's Policy Project*, « l'essentiel du différentiel de richesse entre les races est dû presque entièrement à la disparité entre les 10 % des Blancs les plus riches et les 10 % des Noirs les plus riches. » Bien que Bruenig soit très clair sur le fait qu'un écart de richesse perceptible existe à tous les niveaux de classe, il a analysé l'impact qu'aurait l'élimination de l'écart entre les 90 % les plus pauvres de chaque groupe et a constaté qu'après cela 77,5 % de l'écart global subsisterait. Il a ensuite examiné l'effet de l'élimination de l'écart de richesse entre les 50 % les plus pauvres – le point médian – de chaque population et a constaté que cela n'éliminerait que 3 % de l'écart entre les races. Ainsi, 97 % de l'écart de richesse entre les races existe parmi la moitié la plus riche de chaque population. Et, plus révélateur, plus des trois quarts de cet écart sont concentrés dans les 10 % les plus riches de chaque groupe. Si vous dites à ces Blancs parmi les 50 % les plus pauvres (des gens qui n'ont pratiquement aucune richesse) que l'inégalité fondamentale aux États-Unis se situe entre Noirs et Blancs, ils savent que vous vous

75

¹ On utilisera ici le mot « race » comme traduction du mot américain tout en sachant les enjeux linguistiques différents en français (NdT).

² Robert Manduca, « Income Inequality and the Persistence of Racial Economic Disparities », *Sociological Science*, 5, mars 2018, p. 182-205. <https://sociologicalscience.com/download/vol-5/march/SocSci_v5_182to205.pdf>.

trompez. Plus révélateur, si vous dites la même chose aux Noirs des 50 derniers pour cent (les gens qui ont encore moins que pas de richesse du tout), ils savent aussi que vous vous trompez. Ce ne sont pas tous les Blancs qui ont de l'argent ; ce sont les 10 % des plus fortunés (principalement) blancs, ainsi que certains Noirs et certains Asiatiques. L'écart de richesse entre tous les Noirs et les Blancs, sauf les plus riches, est minime par rapport à l'écart de classe entre les plus riches et tout le monde à tous les niveaux.

En tant que diagnostic, l'identification des disparités est taxonomique et rhétorique, non étiologique. Insister pour que nous comprenions ces inégalités comme des effets du racisme est une façon d'insister sur la façon dont nous devrions les classer et les ressentir, et non un effort pour en examiner les causes spécifiques. Si l'écart de richesse reflète effectivement les effets du racisme, à la fois passé et présent, il n'explique pas exactement comment les écarts se produisent, à la hausse comme à la baisse, dans la répartition des revenus et de la richesse. Par exemple, entre 1968 et 2016, les Noirs américains ont fait des progrès significatifs dans les professions et les catégories d'emplois auxquelles on leur avait précédemment refusé l'accès. En accord avec cette opportunité élargie, dans le document que nous avons mentionné ci-dessus, Manduca a constaté que, pendant cette période, les disparités entre Noirs et Blancs dans la hiérarchie des revenus – où le revenu médian du groupe diminue dans la distribution du revenu national, mesurée en centiles – se sont réduites de près d'un tiers. C'était loin d'être la parité mais une nette amélioration (le revenu médian des Noirs est passé du vingt-cinquième centile au trente-cinquième). Cependant, au cours de la même période, l'écart de revenu global entre Noirs et Blancs est resté pratiquement inchangé. La raison en était l'extrême concentration des revenus au sommet pendant cette période. En fait, le revenu médian des Noirs au vingt-cinquième centile en 1968 équivalait à 55 pour cent de la moyenne nationale, mais en 2016, le revenu au trente-cinquième centile ne représentait que 48 % de la moyenne du revenu national. Ce n'est pas le racisme qui est responsable de ce déclin relatif, c'est le capitalisme néolibéral.

Même en tant que programme de lutte contre les disparités raciales, l'antiracisme n'est pas vraiment un remède aux inégalités. Si l'écart de richesse entre les races était en quelque sorte éliminé de haut en bas dans la distribution, 90 % des Noirs n'auraient

toujours que 25 % de la richesse totale, et les 10 % les plus riches des Noirs en détiendraient toujours 75 %. Et cela est peu étonnant, car dans une société où les inégalités globales sont fortes et croissantes, l'élimination des « écarts » raciaux dans la répartition des avantages et des inconvénients par définition n'affecte pas le modèle d'inégalité plus large et plus fondamental.

Cette inadéquation devient plus claire lorsque nous considérons le tour de passe-passe argumentatif qui caractérise le discours sur la disparité. Ce que nous disons en fait chaque fois que nous insistons sur le fait que l'inégalité fondamentale est entre les Noirs et les Blancs, c'est que les seules inégalités qui nous intéressent sont celles produites par une forme de discrimination, que l'inégalité elle-même n'est pas le problème, seules comptent les inégalités produites par le racisme et le sexisme, etc. Ce que le discours sur la disparité nous dit, c'est que si vous avez une économie qui devient de plus en plus inégalitaire et qui génère principalement des emplois qui ne paient même pas un salaire décent, le problème que vous devez résoudre n'est pas de savoir comment réduire cette inégalité et comment améliorer ces emplois, mais comment s'assurer qu'ils ne sont pas détenus de façon disproportionnée par des Noirs et des Latinos.

Il est vrai, comme l'a montré le politologue Preston H. Smith II, que sous la forme de ce qu'il appelle la « démocratie raciale », certains Noirs ont défendu l'idéal d'une échelle hiérarchique sur laquelle les Noirs et autres non-Blancs seraient représentés à tous les échelons *grosso modo* en fonction de leur représentation dans la population générale³. Mais le fait que certains Noirs l'aient souhaité ne rend pas pour autant la démocratie raciale désirable. Comme nous l'avons noté, séparément ou ensemble et à plusieurs reprises, la proportionnalité en tant que mesure de la justice sociale sous-entend que la société serait juste si 1 % de la population contrôlait 90 % des ressources à condition que 13 % de ces 1 % soient noirs, 14 % hispaniques, et la moitié des femmes, etc.

³ Preston H. Smith II, *Racial Democracy and the Black Metropolis : Housing Policy in Postwar Chicago*, Minneapolis, MN : University of Minnesota Press, 2012, and « The Quest for Racial Democracy : Black Civic Ideology and Housing Interests in Postwar Chicago », *Journal of Urban History*, 26, janvier 2000, p. 131-157.

Les plaintes concernant la disproportion sont des mathématiques à la saucelibérale. Et une politique articulée autour de la remise en cause de la disproportionnalité s'accompagne de l'imprimatur d'un docteur de l'Église du néolibéralisme de gauche qui n'est autre que l'économiste Paul Krugman, qui a affirmé dans son rôle d'idéologue pour la campagne d'Hillary Clinton de 2016 que l'inégalité « horizontale », c'est-à-dire les inégalités mesurées « entre des groupes définis par la race ou la culture », c'est ce qui est vraiment important en Amérique et a rejeté le programme élaboré par le sénateur Bernie Sanders pour la redistribution social-démocrate comme « une chimère »⁴.

C'est la fixation sur la disproportion qui nous dit que la richesse croissante du 1 % serait acceptable si seulement il y avait plus de milliardaires noirs, latinos et LGBTQIA +. Et le fait que l'antiracisme et l'antidiscrimination de toutes sortes valideraient plutôt qu'ils ne remettraient en cause la stratification de la richesse dans la société américaine est tout à fait visible pour ceux qui possèdent actuellement cette richesse – tous les riches désireux de s'engager dans la voie de la purification morale (formation antiraciste), mais sans aucun intérêt pour une politique (redistribution social-démocrate) qui modifierait les conditions matérielles qui les rendent riches.

En revanche, la tension dans la politique noire qui a convergé autour de ce que Smith appelle l'idéal démocratique social (plutôt que racial) venait du fait que, étant donné que la plupart des Noirs américains font partie de la classe ouvrière – et de manière disproportionnée, en partie à cause des effets du racisme passé et actuel auxquels nous avons fait allusion ci-dessus –, les Noirs bénéficieraient également de manière disproportionnée des programmes de redistribution qui élargissent les politiques sociales des salaires et améliorent le niveau de vie et la sécurité de tous les travailleurs. La tension entre ces deux idéaux de justice sociale, comme l'indique Smith, était et est toujours une tension résultant de différences de perception et de valeurs enracinées dans des positions de classe différentes.

⁴ Paul Krugman, « Hillary and the Horizontals », *New York Times*, 10 juin 2016) : n.p. <<https://www.nytimes.com/2016/06/10/opinion/hillary-and-the-horizontals.html>>.

Ainsi, le fait qu'au cours du dernier demi-siècle (alors que la société américaine a atteint de nouveaux sommets d'inégalité et que les démocrates n'ont guère fait plus que les républicains pour la combattre), le principe « racial démocrate » dans la politique défendue par les Noirs, et dans la société en général, ait remplacé le principe social-démocrate représente une victoire pour la classe – noire et blanche – qui l'a soutenu. En insistant sur le fait que la proportionnalité est la seule norme défendable et la seule façon de mesurer la justice sociale, la politique antiraciste rejette les programmes universels de redistribution sociale-démocrate en faveur de ce qui est en fin de compte une approche de ruissellement racial (*trickle down*), selon laquelle enrichir plus de Noirs et enrichir encore plus les Noirs riches est un avantage pour tous les Noirs.

Il est instructif à cet égard que l'écart de richesse entre les races soit devenu l'étalon-or, pour ainsi dire, de l'injustice raciale. Premièrement, les universitaires, les fonctionnaires des ONG, les commentateurs des médias et autres qui soulignent qu'ils s'agit d'une question d'intérêt public sont eux-mêmes typiquement enracinés dans les couches professionnelles et managériales parmi lesquelles cet écart est le plus perceptible et le plus ressenti. Les plaintes concernant des collègues blancs dont les parents leur fournissent des acomptes sur des appartements de 700 000 dollars n'existent pas beaucoup dans la classe ouvrière. Non seulement l'écart est principalement une affaire qui concerne les CSP+, mais le fait de le définir comme un marqueur crucial de l'inégalité raciale, comme l'illustre le travail de Manduca, naturalise les forces qui produisent le cadre plus large et plus important de l'inégalité capitaliste dans lequel la richesse est produite et distribuée. En effet, la fixation sur l'écart de richesse est si profondément ancrée dans les fantasmes néolibéraux que l'accumulation de richesses individuelles est considérée comme la voie vers la sécurité, la dignité et le respect de soi et que le racisme est le seul obstacle à la réalisation de ces fantasmes, qu'il occulte les sources plus immédiates de l'inégalité raciale, ainsi que les réponses plus directes et concrètes à cette inégalité. Dionissi Aliprantis et Daniel Carroll, dans un rapport pour la Banque de la Réserve fédérale de Cleveland, ont constaté que la source la plus importante de l'écart persistant entre les races en termes de richesse est l'écart de revenu. Ils indiquent, sur la base d'un modèle sophistiqué d'accumulation de la richesse qui s'ajuste aux différents modèles d'épargne tout au long de la vie,

que si les tendances actuelles persistent, il faudrait 259 ans pour que la richesse moyenne des Noirs soit égale à 90 % de la moyenne des Blancs. En ajustant le modèle pour supposer que l'égalité des revenus entre les Noirs et les Blancs aurait été atteinte en 1962, ils constatent que la richesse médiane des familles noires aurait atteint 90 % de la richesse des familles blanches en 2007.

Ils'avère que les politiques de redistribution sociale-démocrate qui réduisent les écarts de revenus effectifs entre le haut et le bas de l'échelle, combinées à de sérieuses mesures antidiscriminatoires et à un investissement public accru qui restaure et développe le secteur public où les travailleurs noirs et latinos sont employés de manière disproportionnée, feraient plus pour réduire même l'écart de richesse entre les races que de véritables propositions farfelues comme les réparations ou d'autres stratégies de constitution d'actifs à la mode hyper compliquée des Shadocks. La résistance à une telle approche met en lumière la mesure dans laquelle l'antiracisme en tant que politique est un artefact et un moteur du néolibéralisme. Il est plus efficace pour légitimer les principes de justice sociale basés sur le marché que pour renforcer l'égalité raciale. Et un élément clé de ce travail de légitimation est qu'il détourne des alternatives sociales-démocrates.

Nous pouvons voir comment cela fonctionne dans un récent rapport du *National Women's Law Center*, qui, dans le contexte de la crise actuelle de la santé, a constaté non seulement que « les femmes noires sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois de première ligne fournissant des services publics essentiels », mais aussi que les femmes noires qui font ces emplois « ne sont généralement payées que 89 cents pour chaque dollar généralement versé aux hommes blancs non hispaniques qui occupent les mêmes postes ». Par exemple, le salaire horaire médian des aides-soignants, des aides à domicile et des infirmières auxiliaires blanches non hispaniques (tout en haut de l'échelle) est de 14,42 dollars ; le salaire horaire médian des femmes noires qui font le même travail est de 12,84 dollars. Lorsque les auteurs de l'enquête affirment que « cette différence de salaire entraîne une perte annuelle qui peut être dévastatrice pour les femmes noires et leurs familles qui avaient déjà du mal à joindre les deux bouts devant les critiques de la santé publique », ils ont raison. Et c'est précisément ce genre d'injustice que la lutte contre les disparités est censée combattre.

Mais c'est aussi précisément le type d'injustice qui révèle le caractère de classe de cette bataille : les hommes blancs gagnent 14,42 dollars ! La disparité nous indique que le problème à résoudre est la différence de 1,58 \$ de l'heure entre les femmes noires et les hommes blancs. La réalité nous dit que les 1,58 \$ supplémentaires ne sauveront pas ces femmes de la précarité. Les hommes reçoivent également des salaires de misère ! En fait, tous ceux qui reçoivent un salaire horaire inférieur à 20 dollars de l'heure sont dans une situation économique précaire. Et le problème ici n'est pas seulement que ce rapport ne fait aucune référence à la nécessité d'augmenter les salaires de tous les travailleurs des catégories professionnelles de première ligne. Chaque fois que nous faisons état de l'inégalité inacceptable en termes de disparité, nous rendons l'injustice fondamentale – la différence entre ce que gagnent les travailleurs en première ligne et ce que leurs patrons et les actionnaires des entreprises pour lesquelles leurs patrons travaillent – soit invisible, soit pire encore. Car si l'idée que l'on se fait de la justice sociale est de rendre les salaires des femmes noires sous-payées égaux à ceux des hommes blancs légèrement moins sous-payés, soit on ne voit pas la structure de classe, soit on l'a acceptée.

La mesure dans laquelle même les gens nominalement de gauche ignorent cette réalité est une expression de l'ampleur de la victoire idéologique du néolibéralisme au cours des quatre dernières décennies. En effet, si l'on se rappelle le dicton de Margaret Thatcher, « l'économie est la méthode : le but est de changer l'âme », la transformation de l'antiracisme en arme pour déployer la morale libérale comme solution aux injustices du capitalisme montre clairement que c'est l'âme de la gauche qu'elle avait à l'esprit. Ainsi, par exemple, l'accueil réservé à l'étude de Raj Chetty et de ses coauteurs sur la mobilité économique intergénérationnelle en 2018, qui a fait l'objet d'un large débat, a montré clairement que leur constat le plus choquant était la mesure dans laquelle les Noirs riches sont moins susceptibles que leurs homologues blancs de transmettre leur statut à leurs enfants, en particulier leurs enfants de sexe masculin. Comme si la difficulté que les riches pourraient éprouver à transmettre leurs richesses expropriées était transformée en une question de gauche par le fait que les riches en question sont noirs. Bien sûr, les auteurs de l'étude ne sont pas nécessairement responsables de la manière dont les médias d'information en

représentent l'importance, mais ils sont totalement responsables du fait que leur travail détache largement la mobilité économique – et les disparités raciales – de l'économie politique, tant en ce qui concerne le diagnostic que les solutions proposées. Pour eux, « la question cruciale pour comprendre l'écart entre les Noirs et les Blancs à long terme est la suivante : les enfants noirs ont-ils des revenus inférieurs à ceux des enfants blancs en fonction du revenu des parents, et si oui, comment pouvons-nous réduire ces écarts intergénérationnels ? ». Leur idée du problème de base n'est pas vraiment que l'avantage injuste se transmet de génération en génération, mais qu'il se transmet plus efficacement entre Blancs qu'entre Noirs.

Et leurs solutions, qui se concentrent sur les effets supposés de facteurs tels que la famille et le voisinage, sont principalement tournées vers les âmes des Noirs et des Blancs. Comme l'a fait valoir l'historien Touré Reed, leurs « trois remèdes spécifiques : les programmes de tutorat pour les garçons noirs, les efforts pour réduire les préjugés raciaux chez les Blancs, ou les efforts pour faciliter l'interaction sociale entre les groupes raciaux dans une zone donnée » ... sont « largement centrés sur des conseils culturels » et « la compréhension interracial »⁵. Et, comme le souligne également Reed, ils minimisent les effets de toute redistribution réelle, « y compris les « programmes de transfert d'argent » et, curieusement, les « augmentations du salaire minimum » – au motif qu'ils ne feront qu'« améliorer l'économie pour une seule génération ». (C'est comme si « prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » s'était transformé en « ne donnez pas un poisson à un homme, apprenez-lui à pêcher ».)

Tant l'étude elle-même que le retentissement public qu'elle a généré soulignent à quel point l'antiracisme contemporain présuppose la victoire idéologique des partisans de Thatcher. Chetty et ses coauteurs considèrent l'ordre économique néolibéral comme une donnée naturelle et inattaquable. Ils ne tiennent pas compte des interventions politiques depuis les années 1960 (d'une part, l'expansion de l'application de la lutte contre la discrimination et l'ouverture des structures professionnelles ; d'autre part, la réduction des salaires dans le secteur public et dans le secteur social,

⁵ Touré F. Reed, *Toward Freedom : The Case Against Race Reductionism*, New York : Verso, 2020, p. 166-167.

le déclin de la syndicalisation et quatre décennies de baisse des revenus et de transfert de richesse) qui ont considérablement affecté la mobilité économique des Noirs. Ils ne s'interrogent pas non plus pour déterminer si le caractère relativement récent de cette mobilité ascendante accrue pourrait avoir des effets intergénérationnels significatifs, en particulier dans un contexte global de stagnation des salaires et de transfert régressif. C'est pourquoi ils ne peuvent imaginer une politique de redistribution que sous la forme d'interventions faiblardes, comme l'augmentation du salaire minimum et non du salaire de subsistance, qu'ils rejettent immédiatement comme étant inadaptée. L'accent qu'ils mettent sur la mobilité intergénérationnelle dans ce contexte étroit renforce l'idée que l'inégalité raciale devrait être l'inégalité au centre de nos préoccupations. Et leur réduction de l'univers des possibilités fait écho à l'autre affirmation notoire de Thatcher : « Vous savez, la société n'existe pas. Il y a des individus, hommes et femmes, et il y a des familles ». Et elle aurait été d'accord avec la réification supplémentaire de Chetty *et al* selon laquelle des individus et des familles constituent des quartiers : « Il est de notre devoir de nous occuper de nous-mêmes, et ensuite, de nous occuper aussi de nos voisins. »

83

La visée générale de leur récit (depuis la formulation initiale du problème dans l'étude jusqu'à ses conclusions et recommandations) est que, pour corriger les disparités, il faut corriger les gens. Cette construction a été un détournement classique des mécanismes plus larges et plus profonds qui conduisent à l'inégalité, depuis les lois anglaises sur les pauvres jusqu'à la propagation de l'idéologie du « capital humain » par les économistes de Chicago dans les années 1950 et l'invention de la « culture de la pauvreté » par l'anthropologue Oscar Lewis (rebaptisée dans les années 1980 et 1990 « sous-classe urbaine » *underclass*), jusqu'à sa transformation en mesure politique grâce à la victoire de la vision culturaliste plutôt que redistributive, qui a défini la « guerre contre la pauvreté ». Il doit en être ainsi si les structures politico-économiques et, plus précisément, les rapports de classe capitalistes sont retirés du tableau d'ensemble. La vacuité des recommandations des auteurs pour remédier au prétendu fossé de la mobilité reflète la vacuité de l'antiracisme en tant que programme politique, même lorsqu'il s'agit de corriger réellement les disparités.

L'écart en matière de santé

Jusqu'à présent, nous avons parlé des différentes façons de comprendre l'inégalité économique, et nous avons fait valoir que la volonté même à définir l'inégalité entre riches et pauvres comme étant la disparité entre Noirs et Blancs est (si vous voulez une société plus égalitaire) erroné. Mais l'argent n'est pas tout. Qu'en est-il de ces disparités qui peuvent avoir une composante de classe, mais où il semble que la race ou le racisme jouent un rôle important et autonome ? L'examen des limites et des caractéristiques insidieuses du discours sur les disparités dans les deux autres domaines dans lesquels il est le plus mis en avant aujourd'hui (le Covid-19 et les meurtres de civils par la police) montrera à quel point il s'agit d'une vision de classe et est contre-productif.

Nous avons tous beaucoup entendu parler des disparités raciales dans les décès dus au coronavirus, depuis l'observation habituelle selon laquelle les communautés « noires et latinos » ont été les plus touchées jusqu'à celle de Sanjay Gupta (correspondant médical en chef de CNN), en passant par une liste de facteurs biologiques qui augmentent le risque d'effets graves du virus « pour une personne de couleur – Afro-Américains, Latinos ou Amérindiens ». En un certain sens, ces deux observations sont vraies, cependant, dans un autre sens, et celui-ci, beaucoup plus fort, elles sont fausses : premièrement, elles reproduisent certains des mythes les plus pernicioeux sur la race (le principal étant qu'une telle chose existe) et, deuxièmement, elles mobilisent la race et le racisme d'une façon qui déforme le problème et donc dénature la solution.

Les personnes de couleur sont-elles plus à risque ? La plupart des lecteurs connaissent probablement déjà bon nombre des principaux facteurs de risque liés au Covid-19 : selon les *Centers for Disease Control*, parmi ceux-ci figurent l'asthme, les maladies rénales chroniques traitées par dialyse, les troubles de l'hémoglobine (une protéine qui transporte l'oxygène dans le sang), les maladies pulmonaires chroniques, le diabète, l'état immunodéprimé, les maladies du foie, les maladies cardiaques graves, l'obésité grave, être âgé de 65 ans ou plus, résider dans des maisons de retraite ou des établissements de soins de longue durée. Toutes ces catégories, sauf les deux dernières, sont des affections spécifiques qui peuvent toucher n'importe qui dans la population générale. Il a été

démontré que ces affections augmentent les effets et la gravité due à l'infection, soit cliniquement, par l'examen des effets spécifiques que le virus peut avoir sur les personnes atteintes de ces affections, soit statistiquement, en montrant que les personnes atteintes de ces affections sont nettement plus susceptibles que la population générale de succomber aux pires effets du virus, ou les deux.

Les deux dernières catégories en particulier sont également liées à des circonstances sociales spécifiques, principalement à un point avancé du cycle de vie, qui est associé à une diminution des capacités à lutter contre la maladie. Mais d'autres circonstances sociales entrent en jeu, ainsi que de nombreuses autres conditions. Par exemple, les maisons de retraite et les établissements de soins de longue durée ne sont pas seulement susceptibles d'héberger des personnes dont les conditions les rendent particulièrement vulnérables ; ils dépendent généralement de soignants qui sont sous-payés et exploités et sont eux-mêmes susceptibles d'être plus exposés au risque d'infection, et donc de transmettre l'infection, que la population générale. Comme nous le savons tous, ces « travailleurs essentiels » peuvent être considérés comme des « héros », mais dans un système de soins de santé à but lucratif, où les exploitants de ces établissements, de plus en plus souvent des sociétés de capital-investissement et autres sociétés d'investissement, sont susceptibles de faire des économies pour maintenir leurs résultats, les « héros » ne sont pas seulement mal payés, leur santé est une préoccupation secondaire.

Les travailleurs du secteur de la santé, et les travailleurs essentiels en général, sont plus susceptibles de tomber malades, et ils sont plus nombreux à être noirs. Plus généralement, nous savons qu'aux États-Unis, les personnes classées comme noires et hispaniques ont une plus grande probabilité d'être pauvres et économiquement marginales, d'avoir un accès inadéquat aux soins de santé, d'occuper des emplois dangereux, débilitants et, dans le cas du Covid-19, susceptibles de les exposer à l'infection, et de vivre dans des conditions relativement congestionnées et dans des zones fortement exposées aux toxines environnementales, autant de conditions qui nuisent à la santé de base. En ce sens, la race est associée au risque, car il s'agit d'une catégorie générale qui englobe des proportions relativement élevées de personnes vivant dans des circonstances sociales qui augmentent le risque. C'est une sorte de raccourci, une « mesure indirecte ». Les mesures

indirectes sont utilisées par les chercheurs pour tenter d'évaluer les effets d'une variable lorsqu'ils ne disposent pas d'informations directes sur la variable elle-même. Ils utilisent d'autres variables qui semblent évoluer avec celle qui les intéresse, mais pour lesquelles ils ne disposent pas de données directes pour essayer de déduire la signification de la catégorie dont ils veulent rendre compte. Les chercheurs reconnaissent couramment utiliser la *race* comme indicateur en lieu et place de la *classe sociale*.

Mais pourquoi avons-nous besoin d'une mesure indirecte de la classe sociale ? Pourquoi ne pas simplement utiliser la classe sociale elle-même ? Parce que, le plus souvent, nous ne le pouvons pas. Bien que la remarque de Vincente Navarro (aux étudiants qui en 2003 venaient d'obtenir leur diplôme à la *Johns Hopkins Medical School*), « les États-Unis sont l'un des rares pays qui n'incluent pas la classe sociale dans leurs statistiques nationales de santé et d'état civil », ait sans doute exagéré la situation, son observation selon laquelle les États-Unis préfèrent collecter « les statistiques de santé et d'état civil par race et par sexe » est tout à fait juste. Comparant les approches de l'UE et celles des États-Unis pour éliminer les disparités en matière de santé, Elizabeth Docteur et Robert A. Berenson notent que l'UE se concentre sur « les inégalités entre les groupes les plus favorisés et les plus défavorisés de la population », c'est-à-dire « les populations ayant un niveau d'éducation plus faible, une classe professionnelle moins élevée ou un revenu plus faible ». « En revanche », poursuivent-ils, les données américaines qu'ils analysent présentent « les disparités en matière de santé associées à la race et à l'ethnicité comme le principal objectif de leur action visant à accroître l'équité en matière de santé ». Ainsi, les chercheurs qui veulent examiner les effets du Covid-19 sur les classes sociales, par exemple, doivent s'appuyer sur des mesures indirectes (codes postaux, niveaux d'éducation ou race) pour tenter d'aborder la question de manière indirecte. Ainsi, quel que soit le rôle joué par la race dans la vulnérabilité d'un individu au virus, le rôle joué par la race dans l'explication de cette vulnérabilité est mis au premier plan : les communautés noires et hispaniques sont les plus touchées par le Covid-19, et non les travailleurs.

Même lorsque cette substitution nomme essentiellement les mêmes personnes, c'est un problème, à plusieurs égards.

Tout d'abord, cela aboutit à traiter la race en tant que substitut d'autres facteurs. Dans une étude publiée en 2004 dans

l'*American Journal of Epidemiology*, la chercheuse en santé publique R. Dawn Comstock et ses coauteurs ont examiné 1 198 articles parus dans cette revue et dans l'*American Journal of Public Health* entre 1996 et 1999 et ont constaté que près de 86 % d'entre eux mentionnaient la race, mais que, dans la plupart des cas, soit un peu plus de 57 %, « l'objectif de l'utilisation de la race ou de l'ethnicité comme variables n'était pas décrit » (616) et « il était rare que des recommandations politiques soient faites sur la base de résultats associés à la race ou à l'ethnicité » (617). En d'autres termes, les chercheurs utilisent souvent la race comme catégorie pour interpréter les données simplement parce qu'elle est déjà présente dans la manière dont les données sont collectées et agrégées. Cette façon de procéder semble appropriée, car elle est conforme au bon sens populaire qui veut que la « race » ait une certaine importance, et perpétue ainsi l'idée que la race a une certaine importance.

Deuxièmement, l'idée que la race elle-même est importante perpétue l'idée fausse qu'il existe une telle chose que la race. Mais, biologiquement parlant, ce n'est pas le cas. Il n'est pas surprenant que les chercheurs aient autrefois consacré beaucoup de temps et d'efforts à la recherche de marqueurs biologiques des différences entre les races. Ce qui est surprenant, c'est que, bien après l'échec de la recherche de tels marqueurs et le consensus sur le fait que la raison pour laquelle nous ne les avons pas trouvés est qu'ils n'existent pas, nous continuons à organiser notre réflexion autour d'eux – comme s'il y avait quelque chose dans la biologie des corps noirs en fonction de leur noirceur qui les rendait plus sensibles au Covid-19. Trop de praticiens, y compris des médecins, supposent que les Noirs, par exemple, ont des caractéristiques biologiques distinctes de celles des Blancs. Une étude récente a révélé que 50 % des étudiants en médecine ou des résidents approuvaient au moins une fausse croyance concernant les différences biologiques raciales entre Noirs et Blancs. Une étude complémentaire a révélé que près des trois quarts d'un échantillon de personnes sans formation médicale approuvaient au moins une de ces fausses croyances. Il convient de souligner à cet égard qu'il existe une plus grande diversité génétique entre deux espèces de chimpanzés, nos plus proches parents primates, vivant dans la même petite région d'Afrique centrale qu'il n'y en a au sein de notre espèce tout entière dans le monde entier.

Il existe une longue et sordide histoire des préjugés souvent tragiques que les croyances populaires à propos des différences raciales sur le plan biologique ont causés aux gens de ce pays et du monde entier. Dans le contexte actuel, il est trop facile pour les gens de supposer que les disparités raciales découlent de différences biologiques. Et comme la pensée raciste est une bouillie de fantasmes, la croyance populaire n'a pas besoin d'attribuer les différences à la biologie. Les croyances populaires sur la « culture » ont le même effet et répandent la confusion et la désinformation. Dans ce contexte, la culture n'est généralement qu'une façon polie de dire « la race » et ne nécessite aucune revendication sur la biologie, bien qu'elle soit souvent utilisée de manière interchangeable pour invoquer la différence essentielle. À sa manière, une vision populaire de la race en tant que culture peut être tout aussi néfaste que la vision biologique, car elle donne facilement lieu à des arguments de rejet de la responsabilité sur les victimes, selon lesquels les conditions de santé vulnérables des personnes sont de leur propre faute en raison de leur régime alimentaire et des habitudes de destruction stéréotypées qui leur sont attribuées. Cela donne alors lieu à des arguments selon lesquels « ils » doivent exercer une plus grande responsabilité personnelle et que « nous » ne devrions pas avoir à payer les coûts de leur prise en charge. Nous avons également constaté une grande partie de ce sentiment lors de la crise du Covid-19.

Troisièmement, ce sur quoi nous nous focalisons peut rendre plus difficile l'identification d'autres schémas, peut-être tout aussi importants ou plus importants. Comme les données de santé publique ne sont pas collectées en prenant le revenu comme catégorie d'analyse, nous ne pouvons pas déterminer de manière sûre si les personnes riches, quelle que soit leur race, ont été en moyenne aussi vulnérables aux pires effets du Covid-19 que les personnes pauvres, quelle que soit leur race, ou si les personnes âgées riches sont aussi vulnérables que les pauvres. Il serait important de disposer de ces informations si nous voulons comprendre plus clairement qui, dans l'ensemble de notre population, est plus ou moins à risque. Nous disposons cependant d'indices. Une étude récente de Les Leopold et du *Labor Institute* a examiné une série de facteurs associés à des taux de mortalité plus élevés à New York⁶.

⁶ Les Leopold, « COVID-19's Class War », *The American Prospect*, July 28, 2020: n.p. <<https://prospect.org/coronavirus/covid-19-class-war-death-rates-income/>>.

Les quartiers comptant environ un tiers d'Afro-Américains de plus que le quartier moyen de New York comptent neuf décès de plus pour 100 000 habitants, ce qui fait passer le taux de mortalité moyen de 201 à 210 pour 100 000. Si le pourcentage de logements surpeuplés augmente également d'un tiers, le taux de mortalité augmente également d'environ neuf pour 100 000. Le fait d'être né en Amérique latine, une catégorie qui comprend de nombreux travailleurs sans papiers, était associé à un risque de mourir du Covid-19 deux fois plus élevé que celui auquel sont confrontés les Afro-Américains et ceux qui vivent dans des logements surpeuplés. Cela est probablement dû au fait qu'il est beaucoup plus difficile pour les travailleurs sans papiers, même ceux qui sont essentiels, d'avoir accès à des aides médicales et financières.

Mais le revenu seul, un indicateur clé de la classe sociale, était la caractéristique la plus influente. Les quartiers à faibles revenus ont connu une augmentation de près de 28 décès pour 100 000, ce qui a fait augmenter le taux de mortalité moyen de plus de 10 %, passant de 201 à 229,9 décès pour 100 000.

Le taux de mortalité dans les secteurs où, selon le recensement, le revenu annuel médian est inférieur à 25 000 \$ était de 221,8 pour 100 000 habitants, tandis que pour les secteurs dont le revenu annuel médian est supérieur à 240 000,00 \$, le taux de mortalité était de 85,7 pour 100 000. On avait plus de deux fois et demie plus de chances de mourir du Covid-19 si on vivait dans un quartier pauvre que si on vivait dans un quartier riche. Et « le revenu seul » était « la caractéristique la plus significative ».

Quatrièmement, l'utilisation de la race au lieu de la classe sociale ne produit pas seulement une erreur sur le problème (racisme), mais aussi sur la solution (antiracisme). La bonne compréhension du problème est que ce ne sont pas les travailleurs noirs et hispaniques qui sont en danger, mais les travailleurs à bas salaire, en particulier ceux qui doivent aller travailler pendant la pandémie. Et cela serait vrai même si tous les travailleurs à bas salaires étaient en fait des travailleurs noirs et hispaniques. Pourquoi ? Parce que même si c'est le racisme qui a fait que tant de travailleurs mal payés sont noirs et hispaniques, ce n'est pas le racisme qui fait qu'ils sont si mal payés. Krogers, Amazon et McDonalds ne paient pas leurs travailleurs si peu parce que beaucoup d'entre eux sont des gens de couleur. Ils les paient si peu parce que c'est de cette manière qu'ils font des bénéfices. Si les travailleurs étaient blancs

et asiatiques dans ces proportions, ils seraient eux aussi sous-payés et ils tomberaient eux aussi malades.

La classe, pas la race

Encore une fois, il ne s'agit pas de nier les effets du racisme ni de nier la disparité raciale. Le racisme contribue à expliquer pourquoi tant de travailleurs à bas salaire sont noirs et latinos. Mais il n'explique pas leurs bas salaires. Et tout l'antiracisme du monde ne contribuerait pas le moins du monde à l'augmentation de ces salaires. Ainsi, même si l'utilisation de la race comme indicateur de classe servait juste à désigner exactement le même groupe de personnes, elle serait profondément trompeuse. La race ne peut pas être un indicateur de classe, car la race vous dit que le problème est la discrimination contre les travailleurs, alors que la classe vous dit que le problème est d'obtenir la valeur maximale de leur travail. Ou alors, si l'on renverse la perspective, l'analyse de classe vous dit que le problème est la façon dont nous traitons les travailleurs en première ligne ; l'analyse en termes de race vous dit que le problème est que trop de personnes noires et hispaniques doivent être des travailleurs en première ligne. C'est pourquoi les entreprises les plus impitoyablement axées sur le profit peuvent apprendre à aimer les demandes les plus radicales d'élimination des disparités entre Noirs et Blancs. Pour rendre Jeff Bezos et ses actionnaires aussi riches qu'ils le sont, Amazon doit sous-payer ses travailleurs. Elle n'a pas besoin de se soucier le moins du monde de leur couleur.

Ce qui sauve beaucoup de gens du Covid-19, ce n'est pas qu'ils sont blancs ou asiatiques, mais qu'ils sont riches. Et c'est encore plus vrai pour le troisième élément de la trinité disparitaire, les meurtres de policiers. Il est peut-être plus facile pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille que pour une personne riche de se faire assassiner par la police ; mais, comme pour les décès du Covid, ces décès ne sont classés que par race, sexe et âge, donc on ne peut pas en être sûr. En tout cas, personne ne penserait à protester contre le fait que les pauvres sont tués de manière disproportionnée par la police, puisque le contrôle des pauvres est fondamentalement ce qu'est le maintien de l'ordre. C'est le meurtre disproportionné de pauvres hommes noirs qui est le problème.

Cela s'explique en partie par le fait que, comme nous l'avons déjà noté, les hommes noirs sont surreprésentés parmi les pauvres.

En effet, si nous imaginions que les victimes des fusillades policières proviennent des trois derniers intervalles du tableau ci-dessous, nous pourrions alors conclure que, au moins en partie, le fait d'être tué de manière disproportionnée par la police est le signe d'une pauvreté disproportionnée. L'importance de la classe sociale ici ne serait qu'une partie de ce que les chercheurs ont montré comme étant son importance (croissante) en ce qui concerne le système judiciaire en général où, comme l'a dit Adaner Usmani, l'incarcération n'a pas été « définie par l'augmentation des inégalités raciales, mais par l'augmentation des disparités de classe, et alors que les taux d'incarcération ont “considérablement” augmenté pour les Noirs américains pauvres, ils ont en fait diminué pour les « Afro-Américains ayant fait des études supérieures »⁷. [Voir le graphique : <<https://nonsite.org/the-trouble-with-disparity/>>]

Une version de cette même dynamique a en fait joué dans le domaine de la santé où, comme le disent Frederick J. Zimmerman et Nathaniel W. Anderson, entre 1993 et 2107, « l'écart entre les Noirs et les Blancs s'est considérablement amélioré », mais « les disparités de revenus se sont aggravées »⁸.

Néanmoins, le racisme joue certainement un rôle important. Pour 2019, la cartographie des violences policières fait état de 30 meurtres de Noirs non armés et de 53 meurtres de Blancs non armés⁹. Et, sans le racisme, une partie de cette disproportion disparaîtrait. Elle serait, par exemple, considérablement réduite si la police tuait juste un Noir de moins et un Blanc de plus par mois. Serait-il crédible de dire que c'est une solution, que seuls les décès que nous pouvons imputer au racisme comptent ? Tout le monde connaît le nom de George Floyd ; aucun d'entre nous ne connaît le nom des Blancs non armés tués par la police cette année. Personne ne devrait (et nous ne le faisons pas) nier que la disproportion est un effet significatif du racisme. Mais personne ne devrait (et nous

⁷ The editors, « Everything You Know about Mass Incarceration Is Wrong: An Interview with Adaner Usmani », Jacobin, 17 mars 2020 : n.p. <<https://www.jacobinmag.com/2020/03/mass-incarceration-racism-carceral-state-new-jim-crow>>.

⁸ Frederick J. Zimmerman and Nathaniel W. Anderson, « Trends in Health Equity in the United States by Race/Ethnicity, Sex, and Income, 1993-2017 », *JAMA Network Open* 2, n° 6, 5 juin 2019 : n.p., <<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6604079/>> ; corrected *JAMA Network Open* 2, n° 7, 24 juillet 2019.

⁹ <<https://mappingpoliceviolence.org/nationaltrends>>.

ne le pensons pas) penser que le problème de la violence policière est causé par le racisme ou peut être résolu par l'antiracisme. Et pourtant, le but de #BlackLivesMatter (« la vie des Noirs compte », la raison pour laquelle ce mouvement s'appelle *Black Lives Matter* et non *Workers Lives Matter* (« la vie des travailleurs compte ») ou *Poor Peoples Lives Matter* (« la vie des pauvres compte ») et encore moins la redoutable désignation *All Lives Matter* (« la vie de tous compte ») est de mettre la race et le racisme au cœur des préoccupations, de prendre l'injustice dont le capitalisme néolibéral a besoin et de la transformer en une injustice que le capitalisme néolibéral peut déplorer avec enthousiasme et sincérité.

En d'autres termes, chaque fois que la disparité raciale est la focale invoquée pour voir l'inégalité américaine, le rôle primordial joué par l'inégalité accrue dans le système de classe américain est rendu invisible. Et c'est bien sûr vrai à droite comme à gauche ; pensons aux commentateurs conservateurs qui défendent la police en invoquant le spectre des meurtres commis par des Noirs sur des Noirs. Et puis pensez à l'accord général parmi les criminologues selon lequel le coefficient de Gini « prédit les taux de meurtre mieux que toute autre variable ». Les conservateurs qui tentent d'imputer la criminalité noire à la race et les libéraux qui tentent de l'imputer au racisme passent tous deux à côté de l'essentiel. Si vous voulez faire la distinction entre la gauche et la droite, la question pertinente n'est pas de savoir ce qu'ils pensent de la race, mais ce qu'ils pensent lorsque la race est retirée de l'équation.

De ce point de vue, ce que nous voyons aujourd'hui n'est pas comment la crise du Covid-19 a contribué à révéler les inégalités structurelles de la vie américaine, mais comment elle a intensifié le processus de dissimulation de ces inégalités. Pensez à la force avec laquelle le graphique ci-dessus nous apprend à voir et à être choqués par le nombre disproportionné de Blancs et d'Asiatiques en haut et de Noirs et de Latinos en bas plutôt que par la différence entre le haut et le bas, à être choqués par la disparité plutôt que par l'inégalité.

Et aucune réponse aujourd'hui n'est moins convaincante que de dire pourquoi ne pouvons-nous pas être choqués par les deux ? Tout d'abord, ce n'est pas le cas. Même si (et c'est là que le graphique fait œuvre contre-hégémonique) les ménages de Blancs pauvres sont majoritaires, le fossé entre les riches et les pauvres ne prend de l'ampleur aujourd'hui que s'il peut être redéfini

comme le fossé entre Blancs et Noirs. Aucun gros titre ne clame la découverte que les pauvres ont une couverture santé moins bonne que les riches, et encore moins qu'ils sont plus souvent tués par la police. Autant annoncer que les pauvres ont moins d'argent que les riches. En fait, la détermination à s'attaquer aux disparités est devenue si centrale que même lorsqu'il est clair que s'attaquer aux problèmes des pauvres plutôt qu'à ceux des Noirs serait plus efficace pour résoudre les problèmes des Noirs, le mouvement vers l'universalité est rejeté comme un refus de placer les Noirs au centre de nos préoccupations.

En d'autres termes, placer les Noirs au centre de nos préoccupations est devenu une façon d'ignorer les pauvres – même les pauvres Noirs ! Après tout, chaque pas dans la direction d'une redistribution universelle fait progresser, même de façon minime, l'égalité entre riches et pauvres et contribue à corriger les disparités raciales. Aucun pas dans la direction de la réduction des disparités ne fait progresser l'égalité entre les riches et les pauvres et, sans une redistribution universelle, même les mesures que nous prenons pour réduire les disparités sont peu efficaces. Que signifie donc le fait de faire de la disparité le point central de notre programme politique ?

Ce que nous essayons de faire ici, c'est de montrer que considérer l'inégalité sous l'angle de la disparité, c'est la voir à travers le prisme du néolibéralisme. (Il convient de rappeler dans ce contexte que Margaret Thatcher, lorsqu'on lui a demandé ce qu'elle considérait comme sa plus grande réalisation, a répondu « Tony Blair et le New Labour. Nous avons forcé nos adversaires à changer d'avis »). Bien sûr, de nombreuses personnes engagées dans *Black Lives Matter* peuvent considérer qu'elles sont également engagées dans des luttes sociales qui vont au-delà de la rectification du problème de la disproportionnalité. Mais, si elles le sont, cet engagement ne découle en aucun cas de l'identification de la disparité comme l'indicateur le plus important de l'inégalité. Et, comme nous l'avons montré, cet engagement, aussi sincère soit-il, n'est pas confirmé par la substance de la pratique politique antiraciste. Pour mémoire, cela signifie que ceux qui affirment une posture du type « à la fois/et en même temps » – des jeunes enthousiastes les plus satisfaits d'eux-mêmes et moralisateurs aux troglodytes les plus décrépits et imprégnés de leurs fantasmes trotskistes nostalgiques

– pour dénoncer les partisans de l’analyse politico-économique et de la politique ouvrière comme des « réductionnistes qui ne voient que les classes sociales » essaient de se leurrer ou de nous leurrer, ou les deux, quant à l’étendue de leur capitulation devant la vision néolibérale.

Enfin, bien que certains antiracistes – et certainement de nombreux libéraux – expriment leur indifférence ou leur mépris envers les pauvres et les Blancs de la classe ouvrière, il est pratiquement impossible, comme des générations de partisans noirs de la social-démocratie l’ont bien compris, d’imaginer une stratégie sérieuse pour gagner le genre de réformes qui amélioreraient réellement les conditions des travailleurs noirs et hispaniques sans les gagner pour tous les travailleurs et sans le faire par une lutte ancrée dans une large solidarité de la classe ouvrière.

Et si c’était possible, ce serait une erreur sur le plan éthique. Une société où rendre les Noirs et les Blancs égaux signifie les subordonner également à une classe dirigeante (principalement blanche mais, en fait, quelle importance ?) n’est pas une société plus juste, juste une société différemment injuste. C’est le problème de la disparité.

Texte traduit par Pierre Guerlain

Résumé :

Plusieurs événements de cette année (en particulier les assassinats de George Floyd, Breonna Taylor et d’autres par la police et l’effet catastrophique de la pandémie) ont été décrits comme des facteurs rendant plus visibles les inégalités sous-jacentes de la société américaine. En fait, cependant, le diagnostic de disparité raciale comme étant le principe organisateur de l’injustice aux États-Unis est depuis longtemps habituel. Ce qui a changé est le fait que les inégalités causées par la discrimination ont presque totalement éclipsé l’injustice de l’exploitation. « La disparité contre l’égalité » défend la thèse que le triomphe du modèle de la discrimination pour parler d’injustice sociale (et par conséquent de la lutte contre les discriminations comme modèle de justice sociale) représente la victoire que visait Margaret Thatcher lorsqu’elle a déclaré que « l’économie est la méthode, le but est de changer l’âme ». Cet article démontre que la focalisation des libéraux sur l’appartenance raciale fonctionne en fait comme une forme d’apologie du néolibéralisme.